

ont demandé d'indiquer l'importance qui devrait être attribuée à 11 objectifs différents dans la détermination de la politique canadienne d'aide. Si les quatre cinquièmes considèrent que «l'assistance aux pays bénéficiaires dont les besoins sont les plus grands» doit constituer un objectif important, ils sont cependant bien moins nombreux à favoriser des objectifs tels la promotion des exportations canadiennes (52 p. cent) ou la lutte contre le communisme (22 p. cent). Il est difficile de déterminer avec certitude si les personnes interrogées attachent moins d'importance à ces deux derniers objectifs ou si elles considèrent simplement que l'aide économique est impuissante à en assurer la réalisation. Les réponses à d'autres questions révèlent par ailleurs que si les responsables canadiens ne sont plus activement anticommunistes, ils pourraient néanmoins être plus nombreux à préconiser l'utilisation de l'aide pour mener la guerre froide s'ils jugeaient la chose réalisable.

L'objectif le plus souvent cité, la promotion de la stabilité dans les pays bénéficiaires, n'entre pas nécessairement en conflit avec l'aide aux plus démunis, qui a reçu presque le même appui. En effet, les répondants peuvent avoir jugé que le bien-être économique est difficilement réalisable en l'absence de stabilité. Tout le monde n'est pas prêt d'admettre, comme Mitchell Sharp, que le développement économique peut avoir des effets perturbateurs. L'attachement de l'élite au statu quo apparaît plus clairement dans son refus catégorique d'envisager la libération nationale comme un objectif possible de la politique d'aide, et dans le fait que seule une mince majorité reconnaît que «le Canada devrait restreindre ses relations avec les pays qui font de la discrimination raciale un élément de leur politique officielle». Par ailleurs, les quatre cinquièmes des personnes interrogées rejettent la proposition selon laquelle «le Canada ne devrait pas se mêler d'aider à résoudre les problèmes raciaux en Afrique»; invitée à classer 20 protagonistes de la scène internationale en fonction de leur impact sur l'ordre mondial, l'élite considère que seule l'Organisation de libération de la Palestine joue un rôle plus négatif que l'Afrique du Sud.

Le maintien de la paix est le domaine dans lequel le Canada s'est montré le plus actif au Tiers monde. Les membres de l'élite considèrent, par une écrasante majorité (94 p. cent), qu'on devrait continuer d'assumer ce rôle de pacificateur, tandis que seuls 14 p. cent estiment que «le Canada devrait automatiquement proposer ses services lorsque les Nations Unies établissent une opération de maintien de la

paix»; nombre d'entre eux sont d'avis que nous devrions montrer plus de discernement à cet égard que par le passé. Néanmoins, invitée à classer par ordre d'importance dix raisons pour lesquelles le Canada devrait maintenir des forces armées, l'élite place le maintien de la paix au second rang, immédiatement après la défense de la souveraineté et bien avant des considérations telles que «la nécessité de contrer la menace militaire soviétique» ou «le maintien de la sécurité intérieure». Bien que le Tiers monde ait été le théâtre de la plupart des affrontements de l'après-guerre et de toutes les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et qu'il risque de le demeurer, il est peu probable que l'attachement de nos dirigeants à la vocation pacificatrice du Canada soit principalement attribuable à leur souci du bien-être des nations en développement. Il s'explique également par leur fierté de voir le Canada assumer un rôle qui lui vaut une grande considération et par leur souci de la stabilité mondiale. Si les superpuissances ont réussi à éviter la confrontation directe dans les nombreux conflits qui ont secoué le Tiers monde, il demeure toujours possible que l'un de ces désordres déclenche une grande guerre à laquelle le Canada ne pourrait échapper, ou des bouleversements économiques susceptibles d'atteindre le Canada par leur impact sur ses principaux partenaires commerciaux.

Il semble que nos dirigeants ne croient plus que la contribution du Canada aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies soit essentielle, ni du reste que ces opérations contribuent grandement à la stabilité mondiale. Encore moins que l'attitude du Canada face aux revendications en vue de l'établissement d'un nouvel ordre économique international puisse changer grand chose à la situation. Par conséquent, même lorsqu'ils reconnaissent la nécessité de voir régner l'harmonie dans le monde, ils demeurent souvent convaincus que le Canada pourrait prendre une moindre part au développement international. Si le Canada n'opte pas pour cette dernière solution, c'est dans leur esprit principalement parce que sa politique étrangère est fortement influencée par le sens moral et l'altruisme du peuple canadien, qualités du reste perçues comme étant limitées. A moins d'être persuadés que le Canada doit répondre plus adéquatement aux revendications du Tiers monde pour éviter de sérieux dommages matériels, il y a peu de chances que nos dirigeants modifient les priorités de notre politique actuelle. Ou alors, ils devraient être convaincus que l'électorat canadien est animé d'un plus grand sens moral et d'une plus